

# Crise du capitalisme et horizons post-capitalistes

Pedro Paéz Pérez

## Introduction

Il y a un siècle, Rosa Luxembourgeois posait en ces termes le dilemme historique de l'humanité : socialisme ou barbarie. La crise mondiale souligne avec urgence la nécessité de construire les conditions objectives et subjectives qui garantissent une solution qui s'appuie, en l'enrichissant, sur le meilleur de l'expérience humaine de ces derniers siècles. Cette responsabilité exige des forces progressistes la construction d'un programme immédiat pour prendre et garder l'initiative, permettre une construction politique, bloquer les tentatives néofascistes en gestation et ouvrir la voie à des transformations majeures.

Le profond changement dans les processus économiques et les forces sociales provoqué par le couronnement de la financiarisation dans la phase la plus récente du capitalisme induit une série de défis bien particuliers pour l'action politique des forces progressistes dans la crise actuelle. Malgré une certaine euphorie dans des secteurs critiques du système, il est fondamental de reconnaître la force des tendances réactionnaires partout dans le monde, forces unies par des loyautés idéologiques, politiques et pécuniaires et menées par ceux qui ont été, bon an mal an, les principaux bénéficiaires de la crise : une étroite oligarchie anglo-saxonne liée à des intérêts spéculatifs, militaires et énergétiques. Paradoxalement, ces acteurs sociaux, responsables centraux de la crise actuelle, ont tiré les leçons de l'histoire pour utiliser à leur profit le mouvement destructeur des processus objectifs en cours.

Si une étude des mécanismes internes au capitalisme qui ont généré cette crise révèle que seules des transformations systémiques de grande ampleur peuvent permettre de sortir des tendances dépressives, il faut voir que l'énorme processus de centralisation du capital et du pouvoir de ces dernières décennies, exacerbé ces derniers mois, se donne des priorités de rentabilité bien différentes. Face à la crise, la guerre est la solution la plus facile, la moins coûteuse et la plus rentable pour ces mafias. Il faut donc analyser non seulement la crise du capitalisme mais également le capitalisme de crise.

Pour récupérer la dynamique de la production et de l'emploi, des changements structuraux des institutions et des politiques économiques (mode de régulation) ou des changements dans les dynamiques de distribution des revenus et l'orientation des investissements (régime d'accumulation) ne seront pas suffisants. Il faut avancer avec des logiques productives et des priorités sociales qui vont au-delà des lois du profit (mode de production) et exigent des transformations des modèles de production et de consommation (mode de vie). Il n'y a aucun déterminisme pour arriver à ce type de réponses. Toute avancée ne sera possible qu'à partir d'un processus de coordination souple des forces progressistes au niveau planétaire autour d'un programme réaliste et viable de changement susceptible de réunir le spectre le plus large de forces pariant sur la paix et le développement.

### **Conditions objectives et subjectives**

Dans cette conjoncture longue, la question du sujet historique acquiert de nouvelles dimensions. La violence du développement de la crise interroge en chaque être humain sa capacité d'agir. La déshumanisation des circonstances semble omniprésente. La crise exacerbe le fétichisme du marché qui fait que l'on perçoit le monde économique comme extérieur et s'opposant à la volonté humaine. Ce qui doit conduire à la construction effective de capacités d'action dans un tel cadre de crise, notamment pour les nations du Sud, victimes ces dernières décennies d'un processus systématique de démantèlement institutionnel et de fragilisation macroéconomique.

La guerre financière actuelle peut atteindre des proportions dramatiques, débordant les cadres rationnels et raisonnables construits au fil des siècles. Les décisions prises par des élites de plus en plus restreintes en nombre et puissantes auront des conséquences, de vie ou de mort même, pour des millions d'êtres humains.

L'énorme processus de concentration et de centralisation du capital des trois dernières décennies n'est rien face à ce qui s'est passé en ces mois de crise ouverte. Aux États-Unis par exemple, il ne restait en 2004 que 47 % des banques enregistrées en 1982, alors qu'ont été mis en œuvre des mécanismes de triangulation et de « pyramidisation » qui définissent une structure de

propriété et de contrôle plus resserrée. Au sommet par exemple, il ne restait que trois des sept banques historiques, responsables de manipulations transnationales, de paniques financières, de guerres. Elles représentent la structure anglo-saxonne qui gouverne l'actuelle organisation internationale du crédit. Ce sont ces fractions du grand capital financier qui ont créé les structures financières du « shadow banking » qui ont fait exploser la spéculation et fait dévisser le système bancaire. Selon le Contrôle de la monnaie des États-Unis, cinq banques, dont celles que nous avons mentionnées, dominent 97 % d'un marché de dérivés dont la valeur représenterait pour 2008 des obligations équivalentes à vingt fois le PIB mondial !

Ces fractions opposées profitent des fragilités accumulées du système, du contrôle qu'elles exercent sur les instances gouvernementales de plusieurs pays et d'informations exclusives pour poursuivre leur main mise sur leurs anciens condisciples, agissant comme des experts en déconstruction. Voilà des mois que l'on assiste à une grande opération de soldes soigneusement orientée – si ce n'est provoquée – dont les acquisitions sont en fait de gigantesques opérations financées par les chèques en blanc, et apparemment sans limites, des plans de sauvetages gouvernementaux.

L'impuissance des millions et des millions d'êtres humains qui voient se détériorer à grande vitesse leurs conditions de vie ouvre une perspective de contestation et de rébellion. Aux millions de travailleurs qui, sans motif, sont « victimes de la vie » et perdent leur travail s'ajoutent les millions qui, surtout dans les pays du Sud, perdent également les faibles ressources dont ils disposaient pour faire vivre leur famille. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime ce n'est là qu'un exemple d'un phénomène plus complexe, que plus de 30 millions ont perdu leur emploi en 2008 et qu'ils seront plus de 50 millions en 2009. La FAO estime que la population menacée de famine est passée de 850 millions en 2007 à 960 millions fin 2008, pouvant atteindre un milliard fin 2009 !

Et ce alors qu'il est de notoriété publique que l'humanité peut produire suffisamment et qu'il apparaît de plus en plus clairement que certaines avancées scientifiques et technologiques ne sont pas exploitées au prétexte qu'elles ne répondraient pas aux critères de rentabilité exigés par les capitaux qui contrôlent le processus.

La frustration individuelle et collective peut conduire à un refus d'engagement qui bénéficierait à une construction politique réactionnaire de longue durée, compatible avec le maintien d'un capitalisme décadent. On ne se place plus, là, dans le cadre de ce que Krugman appelait, déjà dans les années 1980, « l'âge de la réduction des exigences » mais bien dans une situation de stagnation économique et de décadence sociale.

Ce sentiment d'injustice et d'indignation se heurte à la peur, réelle ou idéologique, que rien, ou si peu, ne peut être fait pour changer les choses. Ceux qui

sont maîtres des événements alimentent ces peurs pour dissuader toute action collective et enfermer les gens dans l'individualisme du « sauve qui peut », au final dans l'impuissance et l'adaptation au pouvoir triomphant.

Comme jamais auparavant, cette crise touche la totalité de la planète et la quasi-totalité de l'humanité. Ce n'est pas seulement une crise financière c'est également une crise de production, une crise alimentaire, une crise énergétique, une crise environnementale, et ce sera bientôt une crise de légitimité.

Le processus de production des biens et des services est en lui-même un processus de production de sens. La rupture subite de la continuité de la production implique une rupture de la chaîne du sens. Le non-sens du châtiement du chômage, de la faim, de l'exclusion, de l'insécurité, alors que « nous n'avons rien fait de mal » se généralise géographiquement et socialement, laissant prévoir une rupture de la rationalité et du système de valeurs. Face à une crise de légitimité latente, seule la capacité des forces progressistes à assumer un *leadership* moral peut ouvrir la voie à la construction d'un bloc historique alternatif pour une nouvelle culture du vivre ensemble.

### **Impérialisme et macro-économie : le capitalisme de crise et la victimisation des travailleurs**

Dans ce processus massif et accéléré de confiscation du pouvoir de décision, la gestion de la macro-économie a été centrale. Le rôle de la macro-économie comme instrument de domination de nations entières a été peu étudié dans les écrits sur l'impérialisme. Dans la tradition qui met en avant les facteurs extra économiques de l'impérialisme moderne, dans une perspective très liée à l'expérience historique des vieux empires coloniaux (de première génération – du 16<sup>e</sup> au 18<sup>e</sup> siècles – ou de seconde génération – 19<sup>e</sup> siècle) l'accent est mis sur la destruction forcée de certains types de production, l'obligation de monopoles et l'interdiction du commerce. En échange, dans les études plus économiques, comme chez Hobson, Hilferding, Boukharine, Luxembourg, Kautsky et Lénine puis chez des marxistes et néo-marxistes de différents horizons et nationalités, l'accent est mis sur le rôle des entreprises et des secteurs privés. Le débat sur l'échange inégal fournit bon nombre d'instruments théoriques pour comprendre ce sujet, mais il reste de nombreuses lacunes.

La constitution d'un champ épistémologique spécifique au sein des sciences économiques correspond – avec des retards – au développement ontologique de ces possibilités de « gestion » de la loi de la valeur dans le capitalisme. Ce que certains auteurs appellent le « capitalisme monopoliste d'État », phase historique qui commence à prendre forme chez les puissances centrales engagées dans la Première guerre mondiale, est à l'origine de ces phénomènes différenciés qui avec le temps seront appelés macro-économiques.

La transformation des vieux empires coloniaux et la redéfinition au niveau planétaire du pouvoir néocolonial imposent à l'Amérique latine une double charge sous l'hégémonie du dollar après la seconde guerre mondiale, avec la création tacite d'une « zone dollar » dont les mécanismes de domination se sont exacerbés avec la rupture unilatérale des accords de Bretton Woods, la non convertibilité du dollar et la mise en œuvre imposée de politiques néolibérales qui connaîtront une brutale accélération avec la crise provoquée de la dette extérieure dans les années 1980. La vulnérabilité croissante de la macroéconomie en Amérique latine est directement liée à l'affaiblissement compétitif de son capital industriel et s'accompagne d'un processus systématique de démantèlement de la souveraineté économique, du « policy space », de la marge de manœuvre effective des gouvernements et des économies nationales.

L'affaiblissement de la monnaie nationale, la fragilité du secteur externe face à la volatilité des flux non régulés de capitaux, la course au toujours moins pour les taxes, les normes du travail, les normes environnementales, etc., les engagements commerciaux et l'ouverture à tout crin entraînent une impossibilité croissante pour nos pays de mener leur politique, de disposer d'une réelle capacité de décision.

Ce régime d'accumulation du capital fondé sur la dérégulation, la « reprimarisation » (les pays en développement redeviennent des pays pourvoyeur de matière première) de la périphérie, la financiarisation et la redistribution inégalitaire des revenus a imposé. Bien qu'elle lui soit directement liée, l'hégémonie du dollar a sa propre force d'inertie dans les structures du pouvoir mondial et se transforme à son tour en instrument fondamental de la défense acharnée d'un modèle caduc, en violation des conquêtes démocratiques de ces derniers siècles.

La perspective spéculation-guerre devient la porte de sortie la plus facile et la plus rentable pour ce vieux pouvoir dans le capitalisme en crise. La destruction massive de valeurs et de capitaux qu'exige la redondance de la production en raison de la suraccumulation de capacités sectorielles, induit des perdants et des gagnants d'un point de vue géographique. La tension entre États-nations pour une pertinence productive peut être un terrain propice à des affrontements qui peuvent rapidement les entraîner dans une spirale sans retour. Les puissants intérêts des marchés de la guerre peuvent tirer de gros profits de ces dynamiques. C'est une question angoissante de survie pour certaines fractions du capital, et les capacités asymétriques de réponse macroéconomique doivent être exacerbées, engendrant des tensions à commencer par des guerres monétaires et commerciales.

### **La nouvelle architecture financière et la construction d'alternatives**

Mais c'est le même processus de centralisation croissante du pouvoir qui a provoqué une dynamique d'accumulation potentielle de forces pour un avenir

plus démocratique : les grands acteurs systémiques qui sont gênés et même menacés par la conjoncture actuelle sont de plus en plus nombreux. Ces fissures dans le système de domination sont récentes et croissantes et s'accompagnent de « failles géologiques » dans la structuration historique des pouvoirs mondiaux. Les forces progressistes doivent agir dans ce cadre avec intelligence pour influencer de manière décisive sur la conjoncture dans un proche avenir. La férocité et la rapidité d'approfondissement de la crise provoquent des bougés inhabituels dans les rapports de forces au niveau mondial.

L'initiative latino-américaine impulsée par la présidence de l'Assemblée générale des Nations unies de convoquer un sommet mondial, au niveau des présidents, du 24 au 26 juin pour discuter des alternatives à la crise a ouvert un cadre de négociations véritablement multilatéral sans précédent. Même si cela reste à l'état de possible en raison des intenses pressions pour en nier ou en restreindre l'ampleur et les pressions exercées sur plusieurs chefs d'État pour qu'ils n'y assistent pas. Que le débat ait lieu dans le cadre d'un G 192, non pas d'un G 8 ou même d'un G 20, remet profondément en cause la possibilité d'imposer une vision unipolaire.

Les mouvements sociaux, les forces politiques et les gouvernements progressistes, les intellectuels doivent se saisir de l'occasion historique qui se présente, y compris parmi les décideurs mondiaux, à ceux qui ne veulent pas se contenter de corriger des abus ou jouer les redresseurs des torts provoqués par les privilèges exorbitants, comme cela a été timidement demandé.

Plusieurs éléments corroborent les nouvelles possibilités créées par l'offensive progressiste de ces derniers mois, même si cela ne dure qu'un temps : la convocation de ce sommet, l'inclusion au sein du G 20 de voix relativement différentes, le défi ouvert de la Banque centrale chinoise au système international actuel de réserves, le positionnement de la Russie, la possibilité de l'expression d'autres volontés des pouvoirs centraux qui apparaît dans les documents préparatoires du sommet, élaborés pas la commission d'experts présidée par Stiglitz, et même dans le dernier communiqué du G 20.

Dans le contexte de ces nouveaux positionnements, nous pourrions suggérer trois éléments pouvant faire l'objet de discussions dans une perspective démocratique.

1. Si après plus de trois décennies de *veto* nord-américain, le G 20 accepte la nécessité d'émettre 250 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux, il faut en garantir la mise en œuvre immédiate, mais pas pour renforcer la vieille architecture financière représentée par le FMI et la suprématie du dollar.
- Ce ne peut être une mesure ponctuelle mais bien un engagement renouvelable chaque année, dans le cadre de nouvelles relations Nord Sud. Suivant les normes actuelles, 60 % de ces DTS sont destinés aux États-Unis et à l'Europe. Si ces pays les transféraient, cela compenserait, pour partie, leur

engagement pris à Monterey, et non tenu, de consacrer 0,7 % de leur PIB à l'aide au développement... et cela sans coût fiscal.

- Mais cela ne suffit pas ; il est indispensable de s'assurer que ces nouvelles ressources ne contribueront pas à renforcer les vieilles pratiques du FMI, le chantage pour imposer des politiques d'ajustement aux pays pris à la gorge. Les émissions annuelles de DTS doivent être orientées de manière multilatérale, par exemple par la FAO, pour combattre les risques de famine ou de cherté des produits, par le programme de l'ONU pour l'environnement (PNUE) pour agir sur la crise environnementale, du PNUD pour faire face aux questions les plus dramatiques et urgentes posées par la pauvreté, par les organismes financiers régionaux pour renforcer des accords monétaires de blocs régionaux et la construction d'un nouvel ordre monétaire et financier multipolaire.
  - Cet aspect a une dimension stratégique dans la mesure où chaque zone du globe pourra, en fonction de sa situation économique et politique propre, conforter une nouvelle architecture financière régionale incluant au moins :
    - une banque de développement d'un nouveau type (en Amérique latine ce peut être la Banque du Sud ou la Banque de l'ALBA)
    - un réseau de nouvelles banques centrales (avec le futur Fonds du Sud par exemple)
    - les DTS régionaux correspondants fondés sur des systèmes de compensation de paiement afin de réorienter de manière équilibrée les flux commerciaux en dépassant la dépendance vis-à-vis du dollar et les traités de libre-échange (comme le SUCRE par exemple).
2. C'est un fait, les gouvernements du Nord, mais également ceux du Sud, y compris ceux dirigés par des forces progressistes, ont décidé de verser des contributions significatives au FMI. Ce virage s'inscrit dans un effort de plus en plus couronné de succès pour ressusciter l'axe central de la vieille architecture financière internationale en pleine décadence idéologique et pratique. Après 2003, l'encours du FMI a chuté de 90 %, mais pour le seul mois de novembre 2008 il a pu prêter plus qu'au cours des cinq années précédentes et la liste des pays en attente s'allonge quotidiennement. Il est urgent d'y mettre un terme et de transformer la volonté politique de certains gouvernements qui injectent des fonds pour faire face à la crise internationale de liquidités en un instrument permettant au Sud de déployer des politiques anticrises effectives. Les forces progressistes peuvent, à très court terme, réunir un large panel d'acteurs pouvant décider que ces nouvelles ressources constitueront une nouvelle facilité au sein du FMI, sans autre condition que l'interdiction d'utiliser ces prêts pour acheter des armes, et avec un autre mécanisme de gouvernance. Il existe un antécédent chez son frère jumeau, la Banque mondiale avec le Fonds global pour l'environne-



ment. Ajoutons que ce signe d'un directoire et d'une orientation plus démocratiques attirera certainement des contributions plus importantes de pays disposant d'importantes liquidités comme la Chine ou permettra aux forces sociales, à l'intérieur de certains pays européens par exemple, de faire pression pour soutenir financièrement cette option plus progressiste.

3. Le comportement des marchés financiers entraîne une détérioration rapide de la situation macro-économique de la périphérie et de la semi-périphérie. La brèche croissante entre le coût financier assumé par le centre et celui assumé par le reste du monde est fondée sur une construction imposée d'un « risque pays » qui renforce les restrictions objectives à une réponse macro-économique asymétrique. Il est urgent – et les conditions existent pour le faire – d'alléger le poids de la dette qui pèse sur une fiscalité limitée et la charge du remboursement des pays de la périphérie. Les peuples du Sud ne sont pas responsables de la dette et n'ont aucune raison d'être punis par un « risque pays » : les Nations unies pourraient émettre un bon sans prime de risque qui concurrence les titres fiscaux des États-Unis, du Japon et des pays européens avec des taux de 1 ou 2 % et qui alimente une ligne de crédit pour que les pays qui veulent restructurer leur dette la rachètent sur un marché secondaire dans une enchère inversée, après un processus obligatoire et généralisé d'audit des dettes extérieures.

La mise en place de ce nouveau cadre institutionnel dans les prochains mois créerait les conditions permettant de s'attaquer au monopole de la décision induit par la dynamique actuelle. La construction d'un nouvel ordre monétaire et financier mondial s'envisagerait alors dans une perspective plus démocratique, incluant les acteurs principaux des différentes régions du monde. Ce programme minimum rend possible immédiatement un compromis mondial qui évite les guerres de changes et les conflits commerciaux qui feraient le lit des spéculateurs (le *carry trade* concerne la moitié de la spéculation financière et représente un montant équivalent à six fois le PIB mondial) et rendraient très difficile le retour de la production et de l'emploi.

D'autres logiques de production et de consommation dépassant le modèle de développement prédateur, pour l'homme et l'environnement, deviendraient possibles en s'appuyant sur des blocs régionaux de construction souveraine dans le domaine de l'alimentation, de l'énergie, de la santé, etc.

### En guise de conclusion

Nous sommes face à un carrefour historique. La suite dépend de la capacité de construire le sujet social du changement dans une perspective post capitaliste garantissant que l'humanité ne tombe pas dans une longue période de



barbarie. Aujourd'hui plus que jamais, il est fondamental d'articuler stratégie et tactique pour permettre à la gauche de prendre la tête, ici et maintenant, du processus de convergence politique débouchant sur la structuration d'un nouveau bloc historique. Être à l'initiative, et y rester, d'un processus de regroupement des forces est crucial alors que le pouvoir aux abois envisage un avenir néofasciste au profit d'une oligarchie spéculative et belliqueuse de plus en plus restreinte.

Une telle initiative nécessite un processus de construction collective au niveau planétaire pour coordonner les actions politiques, à différents niveaux et dans différentes instances. Une des priorités, condition nécessaire mais pas suffisante pour se réappropriier les pouvoirs de décision confisqués par la centralisation des richesses, c'est la reconstruction d'une souveraineté monétaire et financière au niveau supranational, dans les conditions concrètes du 21<sup>e</sup> siècle. On éviterait ainsi à court terme une victimisation plus grande de la périphérie en raison de la dissymétrie des capacités macroéconomiques de mise en œuvre de politiques différentes. De plus on créerait les conditions de croissance d'une structure multipolaire et plus démocratique d'un nouvel ordre mondial, créant les conditions du développement de nouvelles logiques économiques excluant la rentabilité et l'accumulation en soi, favorisant la souveraineté alimentaire ou énergétique qui, à leur tour, s'opposeraient aux plans destructeurs des transnationales.

Une appropriation de gauche de l'émission systématique de droits de tirage spéciaux pour éviter le retour du chantage des politiques d'ajustement et renforcer le multilatéral, une utilisation des nouvelles ressources du FMI pour une réforme interne radicale et une restructuration de la dette extérieure des pays de la périphérie devraient figurer parmi les premières actions de cette orientation progressiste.